

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 05 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAMOF**

Champeaux  
71430 Saint-Vincent-Bragny

Références : AC/MV/2023/C\_95  
Code AIOT : 0005400605

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement SAMOF implanté Les Hauts de Champeaux 71430 Saint-Vincent-Bragny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAMOF
- Les Hauts de Champeaux 71430 Saint-Vincent-Bragny
- Code AIOT : 0005400605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière d'argile autorisée par arrêté préfectoral du 22 septembre 2003 pour 20 ans. L'arrêté complémentaire du 17 octobre 2022 prolonge de 4 ans la durée d'autorisation initiale afin de poursuivre l'extraction du gisement autorisée suite à un retard de production.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** bilans de production, phasage d'exploitation, eaux de surface, sécurisation des accès et bornage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Phasage	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.5	/	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 14	/	Sans objet
5	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 15	/	Sans objet
8	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 22	/	Sans objet
10	Bassin de décantation	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.2	/	Sans objet
12	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.5	/	Sans objet
13	Bornage	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 13	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.4	/	Sans objet
6	Limites d'extraction	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 18	/	Sans objet
7	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 21.1	/	Sans objet
9	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 24.1	/	Sans objet
11	Aire étanche de ravitaillement et de stationnement	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux manquements relevés sont l'absence de suivi de la qualité des rejets aqueux, l'incomplétude de la sécurisation des limites d'emprise et le décapage de surfaces non autorisées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Production

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de production
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tonnage total de matériaux à extraire est de 160 000 tonnes (à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 22 septembre 2003).  La production brute moyenne annuelle de matériaux extraits est de 8 000 tonnes (hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site).
<b>Constats :</b> Les derniers volumes extraits sont en tonnes: 2020: pas d'extraction, 2021: 8000, 2022: pas d'extraction.  Les volumes extraits sont calculés par différence de relevés topographiques. Les volumes évacués sont calculés par passage sur le pont bascule en sortie de carrière.  Les campagnes d'extraction sont réalisées sur quelques semaines en période d'été tous les deux ans. Les stocks d'argile en attente sont évacués au fil du temps en fonction des besoins (vers une tuilerie en Suisse).  Le volume de gisement autorisé à extraire restant est de 40 000 tonnes fin 2022.  Une campagne d'extraction est prévue en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> La durée de l'autorisation comporte 4 années supplémentaires. Le montant des garanties financières est fixé comme suit :  Phases Montant pour la phase en euros (€) 4 : 2018 à 2023 34 997* 5 : 2023 à 2027 41 371*  * Indice TP01 de 119,9 (janvier 2022)
<b>Constats :</b> L'acte de cautionnement en cours d'un montant de 46 598 euros est valable jusqu'au 26/12/2023.  <b>Observation:</b> l'exploitant doit transmettre au préfet un nouvel acte de cautionnement du montant de la phase 5 (actualisé du dernier indice TP01) avant les six mois de l'échéance de l'acte en cours conformément à l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2003 (soit avant le 26/06/2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Phasage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Phasage d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière doit être effectuée selon le phasage en annexe.  Les arbres et les haies qui délimitent les parcelles 20, 21 et 22 doivent être conservés. Une bande de terrain de 10 m doit être conservée du côté de l'extraction afin de ne pas endommager le système racinaire des arbres.
<b>Constats :</b> L'exploitation est en phase 4 théorique (APC) mais compte tenu du retard dans l'extraction, l'exploitation se situe en fin de phase 3 définie dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2003. L'extraction complète du gisement ne sera pas atteinte en fin d'autorisation prolongée de 4 ans (un dossier de renouvellement et d'extension de la carrière est en projet).  Les arbres et les haies sont en place en bordure de parcelles.  <b>Non-conformité:</b> la bande de retrait de 10 mètres avec les arbres en limite Est de la zone d'extraction (arbres situés en limite d'emprise autorisée) a été décapée laissant apparaître le système racinaire des arbres (décapage sur environ 1 mètre de profondeur). Cette bande de terrain ne doit pas faire l'objet de décapage. Une remise en état est attendue afin de remettre le terrain dans son état d'origine.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Le panneau d'information du public sur l'exploitation de la carrière comporte tous les renseignements sauf la référence à l'arrêté préfectoral d'autorisation.  <b>Non-conformité:</b> la référence à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/2889/2-3 du 22 septembre 2003 n'apparaît pas sur le panneau d'information du public (la référence à l'arrêté complémentaire du 17/10/2022 sur le panneau n'est pas obligatoire).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures et barrières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une grande partie de la périphérie des zones en exploitation (présentant un danger en cas de pénétration de tiers) est clôturée ou fermée par une haie difficilement franchissable.</p> <p>Toutefois, la zone est en cours d'extraction ainsi que la piste de liaison des engins entre les zones de stockage et le front d'extraction ne sont pas complètement sécurisées par une clôture (coté ouest). Par ailleurs, il a été constaté des trous et des affaissements de clôture en limite Est de l'emprise autorisée.</p> <p>Les panneaux signalant les dangers et l'interdiction d'entrer sont présents.</p> <p><b>Non-conformité:</b> la sécurisation des limites des zones en exploitation de la carrière par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes est incomplète et défaillante ponctuellement.</p> <p><b>Observation:</b> la barrière fermant l'accès à la carrière (voie de sortie) n'est pas de nature à former un obstacle suffisant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Limites d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Distances d'éloignement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces autorisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Epaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 21.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous des cotes définies dans le dossier.
<b>Constats :</b> Conformément au dossier, l'extraction est réalisée sur une épaisseur maximale de 4 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 22
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un plan orienté à l'échelle de 1/1000 de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,</li><li>• les bords de la fouille,</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>• les zones remises en état.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le dernier plan d'exploitation au 1/500 date du 23/12/2021 (pas d'extraction depuis).
<b>Non-conformités:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan et/ou ses références doivent être mis à jour annuellement,</li><li>- la limite du périmètre autorisé est à actualiser (suite à la cessation partielle de la parcelle n°20 en 2012),</li><li>- la limite du périmètre autorisé et les abords à 50 m doivent complètement figurer sur le plan.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 24.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Principes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.
<b>Constats :</b> La remise en état est coordonnée à l'avancement de l'exploitation afin de remettre les surfaces exploitées dans leur état d'origine à vocation de culture (pâturages).  Les terres de découvertes extraites l'année N sont mises en place directement sur les zones extraites l'année N-1.  Les terres végétales retirées en année N sont mises en stock provisoirement et sont réutilisées pour la remise en état final des zones remblayées avec les terres de découvertes l'année N-2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Bassin de décantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de décantation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement s'écoulant sur la carrière doivent être collectées et traitées par un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel. Le bassin de décantation doit être maintenu en bon état et faire l'objet d'un curage périodique.
<b>Constats :</b> Les eaux de ruissellement sur les surfaces en cours d'extraction sont canalisées vers un bassin de décantation avant rejet potentiel dans le milieu naturel situé dans l'emprise autorisée (zone humide).  <b>Non-conformité:</b> absence de curages réguliers du bassin de décantation.  <b>Observation:</b> l'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de surverse et de rejet du bassin.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Aire étanche de ravitaillement et de stationnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire étanche de ravitaillement et de stationnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement des véhicules et engins de chantier est réalisé sur une aire étanche conçue pour permettre la récupération des éventuelles égouttures et des produits absorbants sont disponibles pour épancher toute fuite éventuelle.  Le stationnement des engins le soir ou en cas d'immobilisation prolongée doit être réalisé sur une aire étanche munie d'un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
<b>Constats :</b> Une aire en béton permettant le stationnement et le ravitaillement des engins de la carrière est présente à proximité du local bascule. Elle est reliée à son point bas à un dispositif de prétraitement des eaux de ruissellement avant rejet dans le milieu naturel de type décanteur/séparateur d'hydrocarbures. Le rejet des eaux est canalisé et dirigé vers un fossé périphérique à la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède annuellement, à ses frais, au contrôle du rejet d'eau (en sortie du bassin de décantation) au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Les paramètres à mesurer sont la DCO, les MEST et les hydrocarbures. Les résultats de ce contrôle sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité:</b> absence de mesures de la qualité des eaux canalisées rejetées en sorties du bassin de décantation et de l'aire étanche de ravitaillement.  <b>Observation:</b> le point de prélèvement des rejets aqueux en sortie de l'aire étanche de ravitaillement doit être aménagé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 13
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.  Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité.
<b>Constats :</b> L'emprise autorisée de la carrière a fait l'objet d'une cessation partielle en 2012 (parcelle n°20).  <b>Non-conformité:</b> le bornage réalisé dans le cadre des travaux préalables avant le démarrage effectif de l'exploitation ne permet plus de délimiter les nouvelles limites de l'emprise autorisée suite à la cessation partielle de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet